



#### **REPUBLIQUE DU MALI**

Ministère de l'Economie et des Finances Comité National de la Balance des Paiements

# BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



#### **REPUBLIQUE DU MALI**

Ministère de l'Economie et des Finances Comité National de la Balance des Paiements

## BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	
AVANT PROPOS	5
RESUME	6
NTRODUCTION	8
Conjoncture économique et financière internationale	8
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	14
1.1 Balance commerciale de biens	15
1.1.1 Exportations de biens	15
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens	15
1.1.1.2 Composition des exportations de biens	16
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens	19
1.1.2 Importations de biens	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens	21
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	22
1.2 Balance des services	24
1.2.1 Exportations de services	25
1.2.2 Importations de services	26
1.3. Compte de revenu primaire	26
1.4. Compte de revenu secondaire	27
II. COMPTE DE CAPITAL	29
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	29
2.2 Transferts en capital	29
III. COMPTE FINANCIER	30
3.1 Investissements directs	30
3.2 Investissements de portefeuille	30
3.3 Dérivés financiers	31
3.4 Autres investissements	31
I.V CAPITAUX MONETAIRES	31
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale	31
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	32
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	33
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	33
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette	33
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	34
CONCLUSION	36
ANNEXES	
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires	

## LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	14
Graphique 2 :	Structure du compte courant	15
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	17
Graphique 4:	Destination des exportations	19
Graphique 5 :	Commerce intra-UEMOA en 2013	20
Graphique 6 :	Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	20
Graphique 7:	Evolution des importations de marchandises FOB	22
Graphique 8 :	Origine des importations	23
Graphique 9 :	Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Graphiques 10 :	Evolution de la balance des services	25
TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	8
Tableau 2 :	Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	12
Tableau 3 :	Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	13
Tableau 4 :	Evolution du compte de transactions courantes	14
Tableau 5 :	Evolution du compte de biens	15
Tableau 6 :	Evolution des exportations de biens	16
Tableau 7 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	16
Tableau 8 :	Evolution des exportations par principaux produits	17
Tableau 9 :	Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 :	Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 11 :	Evolution des exportations et importations de services	24
Tableau 12 :	Evolution de la balance des services	25
Tableau 13 :	Evolution du compte de revenu primaire	27
Tableau 14 :	Evolution du compte de revenu secondaire	27
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	29
Tableau 16 :	Evolution du compte financier	30
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	32
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	32
Tableau 19:	Evolution des avoirs extérieurs nets	33
Tableau 20 :	Variation de la position extérieure globale nette	34
Tableau 21 :	Orientation géographique de la position extérieure globale nette	35
ENCADRES:		
Encadré 1:	Présentation des statistiques de balance des paiements	11
Encadré 2 :	Impact de la filière or	18

#### LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP : Administrations publiques

ASECNA: Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar

BAD : Banque Africaine de Développement

BADEA: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CAF : Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de

transport et d'assurance)

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DGD : Direction Générale des Douanes

DGDP: Direction Générale de la Dette Publique

DNCC: Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence

DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines

DNTTFM: Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes

INSTAT: Institut National de la Statistique (ex DNSI)

DNTCP: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FAB ou FOB: Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les

frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays

exportateur)

FAD : Fonds Africain de Développement FED : Fonds Européen de Développement

FCFA: Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale

ISBLM : Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages

ONAP : Office National des Produits Pétroliers

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE: Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)

PRED: Plan pour la Relance Durable

TOFE: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA: Union Monétaire Ouest Africaine

URTNA: Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

#### **AVANT PROPOS**

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le FMI de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6<sup>ème</sup> édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

#### **RESUME**

L'année 2013 a été caractérisée par la progression de l'activité économique mondiale, sous l'impulsion de l'accroissement de la demande finale dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,3% en 2013, contre 3,4% en 2012.

Sur les marchés internationaux, le cours de l'or a baissé de 15,5%, en s'établissant en moyenne à 1.411,0 dollars l'once. En revanche, le prix du baril de pétrole s'est apprécié de 19,1%, en ressortant à 98,0 dollars en 2013. Il en est de même pour le coton-fibre dont le prix a enregistré un accroissement de 5,3% par rapport à l'année 2012. Sur le marché des changes, la monnaie européenne s'est appréciée de 3,4% et 26,5% respectivement par rapport au dollar américain et au yen japonais.

Au sein des pays de l'UEMOA, la croissance économique s'est maintenue à un rythme relativement soutenu, imputable à l'augmentation de la production des cultures de rente et au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans "les bâtiments et travaux publics". Le taux de croissance économique réel est ressorti à 5,7% en 2013, après 6,3% en 2012. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation) est ressorti à 1,6% en 2013 contre 2,4% en 2012, en liaison avec les bons résultats de la campagne agricole 2012/2013 et la baisse des prix des produits alimentaires importés.

Au Mali, après une année tendue en 2012, une reprise timide de l'activité économique a été enregistrée, avec un taux de croissance du PIB réel de 1,7%, contre 0,0% en 2012. L'inflation mesurée par la variation moyenne de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a été de -0,6% en 2013, contre 5,3% en 2012, en dessous de l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. A la faveur de la prise en charge des multiples priorités de la feuille de route adoptée par le Gouvernement, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est accentué, atteignant ainsi un montant de 356.100 millions, soit 6,6% du PIB en 2013 contre 1,4% en 2012.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2013 font état d'une amélioration du profil des échanges extérieurs, dont le solde global est ressorti excédentaire de 64.120 millions, contre un excédent de 1.118 millions un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 185.085 millions en 2013, en détérioration de 23.155 millions par rapport au montant de l'année 2012. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 3,4% en 2013, après 3,2% en 2012. Cette évolution s'explique par une forte dégradation de la balance commerciale et de celle des services qui sont ressorties déficitaires de 122.797 millions et 854.140 millions respectivement, après un excédent de 57.014 millions et un déficit de 389.584 millions en 2012. Cette détérioration est cependant atténuée par les flux de revenus primaire et secondaire dont les soldes ont enregistré une amélioration respective de 20.090 millions et 600.067 millions en 2013, le pays ayant reçu des aides importantes au titre de l'aide budgétaire et de l'appui militaire.

Quant au compte de capital, son solde excédentaire s'est établi à 129.334 millions en 2013, en progression de 75.950 millions par rapport à son niveau de 2012, sous l'effet de la reprise de l'aide extérieure accordée par les partenaires techniques et financiers qui avait été suspendue un an plus tôt.

S'agissant du compte financier, il affiche un solde de -137.896 millions, après -98.460 millions en 2012. Ce montant correspond à 87.243 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 225.139 millions d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 60.559 millions à fin 2013 tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 124.678 millions, conduisant ainsi à un excédent global de la balance des paiements de 64.120 millions.

La position extérieure globale s'est chiffrée à -1.809.218 millions, après -1.773.902 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

#### INTRODUCTION

#### 1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE<sup>1</sup>

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2013 s'est caractérisée par la progression de l'activité à l'échelle mondiale, sous l'impulsion de la demande dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,3% pour l'année 2013, contre 3,4% en 2012.

Dans les pays industrialisés, l'amélioration des conditions financières ainsi que la bonne tenue de la demande intérieure ont contribué à soutenir l'activité économique. Aussi, le PIB a-t-il enregistré une hausse de 1,9% aux Etats-Unis et 1,5% au Japon. Toutefois, une régression de 0,4% a été enregistrée dans la zone euro, du fait des contre-performances des économies des pays en difficulté, dont l'Italie et l'Espagne.

Au niveau des pays émergents et en développement, un ralentissement du rythme de croissance de l'activité économique a été noté, en raison principalement de la faiblesse de la demande intérieure dans la plupart d'entre eux. Globalement, l'activité économique a progressé de 4,7% en 2013, soit 0,4 point de pourcentage de moins qu'en 2012. Néanmoins, l'économie chinoise s'est démarquée par son dynamisme avec une augmentation de 7,7% de son PIB, portée principalement par la poursuite des investissements publics. Quant à l'Afrique subsaharienne, elle a enregistré un taux de 5,4% en 2013, contre 5,1% en 2012.

Le rythme de la hausse du chômage s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés, en liaison avec le regain d'activité enregistré en fin d'année. Ainsi, le taux de chômage est ressorti à 6,7% aux Etats-Unis (-1,2 point), 3,7% au Japon (-0,6 point) et 12,0% en zone euro (stable). L'inflation a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2013, en relation avec le repli des cours mondiaux des produits alimentaires. Le taux d'inflation s'est établi à 1,4% dans les pays industrialisés (2,0% en 2012) et 5,9% dans les pays émergents et en développement (6,1% en 2012). Dans ce contexte, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont poursuivi leur politique de soutien à la croissance économique et à la lutte contre le chômage.

En 2013, les marchés financiers mondiaux ont été bien orientés, avec le redressement des principaux indices boursiers. Ainsi, sur le dernier trimestre de l'année 2013, les indices Dow Jones et Nasdaq (Etats-Unis) se sont accrus de 9,6% et 10,7% respectivement, l'indice Nikkeï au Japon a progressé de 12,7% et l'indice EuroStoxx 50 de la Zone euro de 7,5 %. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises au cours de l'année 2013, à la faveur de la reprise progressive de l'activité dans la Zone euro. Il s'est apprécié de 3,3% par rapport au dollar et de 21,0%, 4,6% et 0,7% respectivement vis-à-vis du yen, de la livre sterling et du yuan. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	Taux annuel moyen en FCFA						
	2012	2013	Variation				
Dollar des Etats-Unis	510,55	493,91	-3,26%				
Franc suisse	544,23	532,82	-2,10%				
Livre sterling	808,95	772,39	-4,52%				
Yen japonais	6,4	5,06	-20,95%				

Source: BCEAO

<sup>1</sup> Sources des données : Rapport annuel 2012 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande provenant des pays émergents. En revanche, les prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole, ainsi que ceux des produits agricoles se sont orientés à la hausse, en rapport avec le regain d'activité dans les pays industrialisés.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ils ont pour la plupart enregistré de fortes baisses. Ainsi le cours mondial a reculé de 27,9% pour la noix de cajou, 22,7% pour le caoutchouc, 19,1% pour l'huile de palmiste, 14,0% pour l'huile de palme et 8,2% pour le café. Le cours de l'or a baissé de 15,5% en raison du reflux de la demande mondiale consécutive aux mesures coercitives prises par les Autorités indiennes pour limiter les importations d'or ainsi que par le regain d'intérêt des investisseurs pour les actifs financiers libellés en dollars américains. En revanche, les cours du coton et du cacao se sont renforcés, respectivement de 5,3% et 1,9%, au cours de l'année 2013. S'agissant du pétrole, son cours moyen s'est accru de 4,1%, imputable à l'accroissement de la demande mondiale.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les pays ont maintenu leur croissance à un rythme relativement soutenu, en dépit du ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale. Le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 5,7% en 2013, après 6,3% en 2012. Cette performance est imputable à l'accroissement de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les "bâtiments et travaux publics". En dépit de la conjoncture internationale peu favorable, quatre pays sur huit ont pu se maintenir sur une trajectoire de croissance économique de plus de 5,0% en 2013.

L'inflation a poursuivi en 2013 son orientation baissière amorcée en 2012. En effet, la hausse du niveau général des prix à la consommation est ressortie, en moyenne, à 1,5% en 2013, contre 2,4% en 2012 et 3,9% en 2011. Cette décélération reflète la détente des prix des céréales locales, consécutive aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013 et à la baisse des prix des produits alimentaires importés.

L'exécution des opérations financières des Etats de l'Union s'est soldée en 2013 par une augmentation du déficit budgétaire hors dons par rapport à l'année 2012. En effet, le déficit global (base engagements, hors dons) exprimé en pourcentage du PIB s'est établi à 6,7% en 2013 contre 5,4% en 2012. Cette évolution porte l'empreinte des priorités accordées par les Etats à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics, en vue de créer les conditions d'une croissance durable.

Au niveau des comptes monétaires, la situation de l'UEMOA a été caractérisée en 2013 par un accroissement de 10,4% de la masse monétaire, consécutif à la progression de 18,8% du crédit intérieur. La progression de la masse monétaire a été atténuée par le repli des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires qui se sont établis à 4.830.200 millions à fin décembre 2013, en baisse de 748.200 millions par rapport à fin décembre 2012, du fait de la dégradation de la position extérieure nette de la Banque Centrale. Les réserves officielles de change ont diminué de 477.300 millions, pour se situer à 6.574.000 millions à fin décembre 2013, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 90,4% contre 105,5% en 2012.

Dans un contexte caractérisé par une maîtrise des pressions inflationnistes et les incertitudes sur les perspectives de croissance dans l'Union, la Banque Centrale a procédé, à deux reprises, à une baisse de ses taux directeurs de 25 points de base en mars et septembre 2013. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux d'intérêt du guichet marginal ont ainsi été ramenés respectivement à 2,50% et 3,50%, à compter du 16 septembre 2013.

#### 2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI<sup>2</sup>

En 2013, le taux de croissance économique réel est ressorti à 1,7% contre 0,0% en 2012. Cette progression de la croissance est imputable aux secteurs tertiaire et secondaire dont les valeurs ajoutées ont connu respectivement des hausses de 8,9% et 5,5% en 2013. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 5.406.145 millions, en hausse de 2,4% par rapport à l'année 2012 où elle s'est portée à 5.279.256 millions.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de -7,4% en 2013, contre 8,6% en 2012. Cette régression est liée à la baisse de la production agricole (-13,7%), notamment l'agriculture vivrière hors riz dont le taux de croissance a été de -25,8% en 2013 contre 17,9% en 2012, du fait de la pluviométrie insuffisante. La plus grande performance du secteur a été réalisée par la branche consolidée du riz qui a atteint 15,6% en 2013, soit un gain de 5,6 points de pourcentage.

Après une baisse de 2,9% en 2012, le taux de croissance du secteur secondaire est ressorti à 5,5% en 2013. Cette hausse est imputable principalement aux branches "agroalimentaire-boisson-tabac" et "bâtiments et travaux publics" avec des taux de croissance respectifs de 14,1% et 10,0% en 2013 contre -16,0% et 25,0% en 2012, en liaison avec la relance de l'investissement dans le secteur public.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 8,9% en 2013, contre -6,7% en 2012. Cette hausse est soutenue par les performances des branches "autres services marchands non financiers", " transport et télécommunications" et "commerce" qui ont affiché respectivement +15,0%, +9,0% et +8,0% de variation en 2013, contre -35,0%, 0,0% et +1,0% en 2012.

La progression des prix, mesurée par la variation de l'IHPC, s'est établie à -0,6% en 2013, soit 5,9 points de pourcentage de moins qu'en 2012 où l'indice des prix s'était établi à 5,3%. Cette situation résulte essentiellement de la bonne pluviométrie enregistrée l'année précédente et de l'accroissement notable de l'aide humanitaire.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2013 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, de 273.500 millions, avec un montant de 356.100 millions, soit 6,6% du PIB contre un ratio de 1,4% en 2012. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 1.307.300 millions en 2013, après 995.500 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 800.500 millions en 2013, dont 290.800 millions de dépenses de personnel, contre 719.400 millions dont 291.100 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 94,8% en 2012 à 99,5% en 2013. Les recettes budgétaires, quant à elles, se sont inscrites à 951.200 millions au titre de la période sous revue, dont 84,6% de recettes fiscales, après 912.900 millions en 2012 avec 83,1% de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 21,3% en 2013, après 17,5% l'année précédente. Les recettes fiscales se sont établies à 14,9% du PIB en 2013, contre 14,4% en 2012. Les dons, pour leur part, ont atteint 199.900 millions (3,7% du PIB) en 2013, après 13.000 millions (0,2% du PIB) en 2012.

La situation monétaire à fin 2013 a été caractérisée par la consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires et l'accroissement du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 758.270 millions, en hausse de 61.533 millions ou 8,8% par rapport à leur niveau de fin 2012, du fait de l'augmentation de 122.092 millions de la position extérieure des banques, atténuée par le repli de 60.559 millions de celle de la Banque Centrale. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 83.042 millions (ou 7,9%) pour s'établir à 1.127.603 millions à fin 2013. Cette évolution résulte du raffermissement de 129.103 millions des crédits à l'économie et de l'amélioration de 46.061 millions de la position nette du Gouvernement. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.845.371 millions à fin 2013, soit 7,4% d'accroissement par rapport à son niveau de fin 2012, reflétant l'évolution de ses contreparties.

<sup>2</sup> Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un excédent de 64.120 millions au terme de l'année 2013, après l'excédent de 1.118 millions à fin 2012. Quant à la position extérieure globale à fin 2013, elle s'est établie à -1.809.218 millions, en détérioration de 35.315 millions, du fait de l'augmentation du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

#### Encadré 1: Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ciaprès. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le "tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", elles excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
	Compte des transactions courantes	2 748 004,66	2 933 099,94	-185 095,28
1.A	Biens et services	1 631 250,90	2 608 187,47	-976 936,57
1.A.a	Biens	1 419 524,90	1 542 321,65	-122 796,75
1.A.a.1	Marchandises générales	455 033,79	1 542 321,65	-1 087 287,86
1.A.a.1.	Dont réexportations	72 339,45		72 339,45
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	Ð		
1.A.a.3	Or non monétaire	964 491,11	0,00	964 491,11
1.A.b	Services	211 726,00	1 065 865,82	-854 139,82
1.A.b.3	Transport	673,48	362 623,73	-361 950,25
1.A.b.3.	Dont fret	0,00	319 749,46	-319 749,46
1.A.b.4	Voyages	88 182,60	58 187,81	29 994,79
1.A.b.0	Autres services	122 869,92	645 054,28	-522 184,36
1.B	Revenus primaires	40 624,37	254 310,97	-213 686,60
1.B.1	Revenus des salariés	18 477,89	17 360,40	1 117,49
1.B.2	Revenus des investissements	16 872,48	230 319,57	-213 447,09
1.B.3	Autres revenus primaires	5 274,00	6 631,00	-1 357,00
1.C	Revenus secondaires	1 076 129,39	70 601,50	1 005 527,89
1.C.1	Administrations publiques	635 862,78	10 503,52	625 359,26
1.C.1.4	Aides budgétaires	110 810,00		110 810,00
1.C.2	Autres secteurs	440 266,61	60 097,98	380 168,63
1.C.2.1.	Dont envois de fonds des travailleurs	423 445,40	48 793,60	374 651,80
2	Compte de capital	130 141,40	807,65	129 333,75
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1,00	803,00	-802,00
2.2	Transferts en capital	130 140,40	4,65	130 135,75
2.2.1	Administrations publiques	105 310,00	0,00	105 310,00
	Remises de dettes	25 500,00	0,00	25 500,00
2.2.2	Autres secteurs	24 830,40	4,65	24 825,75
3	Compte financier	166 321,62	240 097,59	-73 775,97
3.1	Investissements directs	1 410,50	152 091,90	-150 681,40
3.2	Investissements de portefeuille	58 448,66	5 150,39	53 298,27
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	153 855,26	82 855,30	70 999,96
3.5	Avoirs de réserves	-47 392,80	0,00	-47 392,80
6	Erreurs et omissions nettes	-2 711 824,44	-2 693 810,00	-18 014,44

Source : BCEAO.

Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

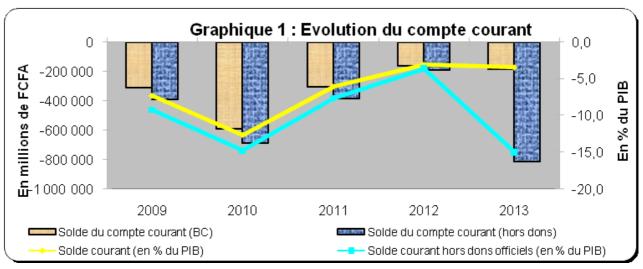
	Poste	Crédit Débit		Solde
1	Compte des transactions courantes	2 748 004,66		-185 095,28
1.A	Biens et services	1 631 250,90	•	
1.A.a	Biens	1 419 524,90		-976 936,57 -122 796,75
1.A.a.1		455 033,79		-
1.A.a.1 1.A.a.1.1	Marchandises générales	·	-	
	Dont réexportations	72 339,45		72 339,45
1.A.a.2 1.A.a.3	Exportations nettes dans le cadre du négoce Or non monétaire		0.00	004 404 44
		964 491,11		964 491,11
1.A.b	Services	211 726,00	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	-854 139,82
1.A.b.3	Transport	673,48		
1.A.b.3.0.2	Dont fret	0,00		
1.A.b.4	Voyages	88 182,60		29 994,79
1.A.b.0	Autres services	122 869,92		
1.B	Revenus primaires	40 624,37	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	-213 686,60
1.B.1	Revenus des salariés	18 477,89	17 360,40	1 117,49
1.B.2	Revenus des investissements	16 872,48	230 319,57	-213 447,09
1.B.3	Autres revenus primaires	5 274,00	6 631,00	-1 357,00
1.C	Revenus secondaires	1 076 129,39	70 601,50	1 005 527,89
1.C.1	Administrations publiques	635 862,78	10 503,52	625 359,26
1.C.1.4	Aides budgétaires	110 810,00	0,00	110 810,00
1.C.2	Autres secteurs	440 266,61	60 097,98	380 168,63
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	423 445,40	48 793,60	374 651,80
2	Compte de capital	130 141,40	807,65	129 333,75
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1,00	803,00	-802,00
2.2	Transferts en capital	130 140,40	4,65	130 135,75
2.2.1	Administrations publiques	105 310,00	0,00	105 310,00
	Remises de dettes	25 500,00	0,00	25 500,00
2.2.2	Autres secteurs	24 830,40	4,65	24 825,75
				-
3	Compte financier	87 243,12	225 138,79	-137 895,67
3.1	Investissements directs	1 410,50		-150 681,40
3.2	Investissements de portefeuille	489,16		-504,23
3.3	Dérivés financiers	0,00		
3.4	Autres investissements	85 343,46		13 289,96
	Administrations publiques	0,00		
3.5	Autres secteurs	85 343,46	-	91 089,96
0.0	/ tuties sected is	00 040,40	0 740,00	31 000,00
6	Erreurs et omissions nettes	-2 711 824,44	-2 693 810,00	-18 014,44
			·	·
7	Solde global	79 078,50	14 958,80	64 119,70
		,,,,,,		- /
8	Avoirs et engagements extérieurs	-79 078,50	-14 958,80	-64 119,70
8.1	Banque Centrale	47 392,80		
8.2	Autres institutions de dépôts	-126 471,30		
0.2	ratios institutions de depots	-120 +1 1,30	-1 183,00	-124 070,30

Source: BCEAO.

#### I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes qui regroupe l'ensemble des échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 185.095 millions en 2013, en détérioration de 24.209 millions par rapport au niveau enregistré en 2012. Cette dégradation résulte essentiellement de la contre-performance enregistrée dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 122.797 millions, après l'excédent de 57.014 millions enregistré en 2012. De même, le déficit de la balance des services s'est creusé, sous l'effet des services militaires reçus<sup>3</sup>. L'évolution défavorable des biens et services est cependant atténuée par l'amélioration du solde des revenus primaire et secondaire.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est détérioré avec un déficit de 3,4% (15,0% hors transferts officiels) en 2013 contre 3,0% (3,6% hors transferts officiels) en 2012. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2009 et 2013.



Sources: BCEAO.

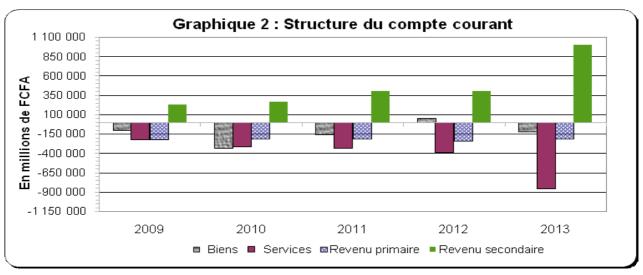
Tableau 4 : Compte de transactions courantes

				(en millio	ns de FCFA)
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-322 920	-648 070	-495 610	-332 570	-976 937
Biens	-99 200	-329 170	-157 057	57 014	-122 797
Services	-223 720	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140
Revenu primaire	-215 960	-207 520	-212 567	-234 831	-213 687
Revenu secondaire	229 650	266 230	403 770	405 461	1 005 528
Solde du compte courant (BC)	-309 230	-589 360	-304 407	-161 940	-185 095
Solde du compte courant (hors dons)	-391 570	-687 470	-385 452	-190 943	-810 455
PIB Nominal	4 232 900	4 655 691	5 028 000	5 290 668	5 406 933
Solde courant (en % du PIB)	-7,3	-12,7	-6,1	-3,1	-3,4
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-9,3	-14,8	-7,7	-3,6	-15,0

Sources: BCEAO.

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2013, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire.

L'enregistrement des appuis militaires se fait sous forme d'utilisation de biens et services fournis par les Administrations publiques non résidentes (services au débit) et financés par des transferts courants sans contrepartie (revenus secondaires au crédit).



Sources: BCEAO.

#### 1.1 Balance commerciale de biens

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2013 par un déficit de 122.797 millions, en détérioration de 179.811 millions par rapport à 2012 où elles avaient affiché, pour une fois depuis cinq années, un excédent de 57.014 millions en raison des cours favorables de l'or et du coton. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 315,4% en liaison essentiellement avec le repli des prix des principaux produits exportés, auquel s'ajoute la hausse des importations. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 92,0%, en régression de 11,8 points par rapport à 2012. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 54,8%, en diminution de 2,0 points par rapport à 2012.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525
Importations de biens	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322
Balance commerciale de biens	-99 200	-329 170	-157 057	57 014	-122 797
Taux de couverture des importations					
par les exportations (en %)	89,4	75,5	87,8	103,9	92,0
Degré d'ouverture commerciale (en %)	41,9	50,7	48,0	56,8	54,8

Sources : BCEAO et INSTAT

#### 1.1.1 Exportations de biens

#### 1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées<sup>4</sup> de l'année 2013, les exportations totales ont atteint 1.419.525 millions, en repli de 112.635 millions (ou -7,4%) par rapport au montant de 2012. Cette baisse est liée à l'ensemble des principaux produits exportés, exceptés les animaux vivants et les combustibles minéraux.

<sup>4</sup> Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	201 310	256 280	324 137	467 521	455 034
dont réexportations	20 717	32 515	77 405	77 189	72 339
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	-1 470	-627	-985	
Or non monétaire	635 510	761 790	804 145	1 065 624	964 491
TOTAL EXPORT (FOB)	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525

Source: BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est détérioré en 2013, en s'affichant à 4,3% contre 3,7% en 2012, soit 0,6 point de moins. Cette évolution résulte de la baisse de 7,4% des exportations dans un contexte d'augmentation du service de la dette (+6,8%).

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations totales	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525
Service de la dette publique extérieure	45 900	45 391	58 800	57 400	61 300
Service de la dette/export (en %)	5,5	4,5	5,2	3,7	4,3

Sources: BCEAO, INSTAT, DGDP.

#### 1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Quatre principaux produits dominent les exportations du Mali : il s'agit de l'or non monétaire (67,9%), du coton fibre (12,5%), de l'engrais (5,4%) et des animaux vivants (4,5%).

Les exportations d'or non monétaire se sont repliées de 101.133 millions (ou -9,5%) en 2013, en raison de la diminution du cours sur le marché international, le volume exporté ayant légèrement augmenté. Cette orientation défavorable du cours du métal jaune sur les marchés, du fait du reflux de la demande mondiale, s'est soldée par une baisse des recettes d'exportation. Le prix moyen de vente obtenu par le secteur est ressorti à 19.079,0 FCFA/g en 2013 (19.308,1 FCFA/g pour les sociétés industrielles) contre 21.558,3 FCFA/g en 2012. Cette évolution a été en partie atténuée par l'augmentation de 1.558,7 kilogrammes (+3,2%) des volumes d'or exportés qui se sont établis à 50.988,6 kilogrammes en 2013. L'accroissement de la production est consécutive à celle de la mine de Gounkoto qui est entrée en production en 2012, et a permis de compenser la baisse de la production des mines de Sadiola, Yatela et Morila dont les réserves sont en phase d'épuisement. En outre, le volume exporté inclut 4.000 kilogrammes d'or de production artisanale (orpaillage)<sup>5</sup>, soit 7,8% du total des exportations d'or.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 176.816 millions en 2013, en diminution de 14.178 millions (ou -7,4%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette baisse est induite par la diminution du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), qui est ressorti à 942,5 FCFA/kg en 2013 après 1.270,6 FCFA/kg la campagne précédente, consécutive à la vente à des prix proches de ceux du marché, après une année 2012 qui s'était caractérisée par l'obtention de prix (ventes par anticipation) plus favorables que ceux du marché. En revanche, les volumes exportés se sont accrus de 25,0%, soit 37.556,6 tonnes de plus que l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de cotongraine de la dernière campagne.

<sup>5</sup> La production de l'orpaillage exportée est estimée à 4 tonnes par les services statistiques.

Les exportations d'engrais ont rompu avec leur progression entamée depuis quelques années, en s'établissant à 77.291 millions, après 82.042 millions en 2012. Cette évolution découle d'un repli des volumes et de prix qui ont enregistré un repli de 2,0 % et 4,0% respectivement. Ces exportations qui constituent 5,4% des exportations totales sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Bénin, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles sont ressorties à 64.371 millions, en augmentation de 5.622 millions (ou 9,6%) par rapport à la période précédente. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région. Pour ce qui concerne les mangues, leurs exportations ont fortement augmenté sur la période, passant de 6.744 millions à 14.478 millions en 2013, sous l'impulsion de différents projets qui encadrent l'activité.

Les exportations de combustibles minéraux d'un montant de 24.723 millions en 2013 sont relatives aux réexportations de kérosène destiné à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

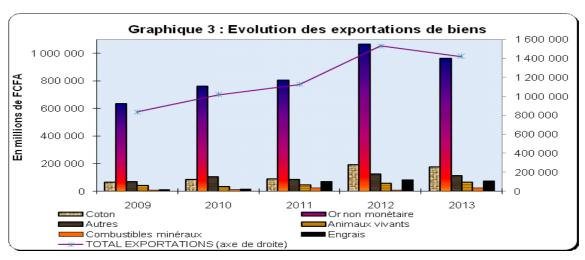
Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une diminution de 14.576 millions, notamment les produits alimentaires (fruits, produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs, le minerais de fer.

Tableau 8: Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA) **PRODUITS** 2009 2010 2011 2012 2013 Coton 67 447 84 370 90 900 190 994 176 816 part en % 8.1 8,3 8.1 12.5 12.5 761 791 804 145 964 491 635 508 1 065 624 Or non monétaire 75,9 74,9 71,3 69,6 67,9 part en % 41 245 35 079 46 247 58 749 64 371 Animaux vivants part en % 4,9 3.5 4,1 3.8 4.5 Combustibles minéraux 8 603 14 081 26 218 8 342 24 723 part en % 1,0 1,4 2.3 0,5 1.7 13 413 14 948 73 275 82 042 77 291 Engrais part en % 1.6 1,5 6,5 5,4 5,4 Mangues 2 0 1 4 7 359 8 394 6 744 14 478 part en % 0,2 0,7 0,7 0,4 1,0 68 590 119 665 97 355 Autres 98 972 78 476 8,2 9,7 7,0 7,8 6,9 TOTAL EXPORTATIONS 836 820 1 016 600 1 532 1 127 655 160 1 419 525

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2009 et 2013.



Sources: BCEAO, INSTAT.

#### Encadré 2 : Impact de la filière or

Le Mali est devenu depuis 2002 le troisième producteur africain d'or après l'Afrique du Sud et le Ghana. En 2013, la part du secteur minier dans le PIB nominal a été de 7,1%. Les exportations ont atteint 964,5 milliards en 2013, soit 67,9% des exportations totales. Ce niveau est en repli par rapport à 2012 où les exportations avaient atteint 1.065,6 milliards de FCFA, suite à une forte appréciation des cours. L'essentiel de la production aurifère est assuré par les mines industrielles, la production artisanale ne dépassant pas 4 tonnes par an, selon les estimations. Le secteur emploie environ 10.510 travailleurs dont 34,0% d'emplois directs, au niveau des mines industrielles.

En 2013, l'exploitation aurifère au Mali est assurée par neuf sociétés minières situées dans le sud et le sud-ouest du pays\*. Ces sociétés sont détenues majoritairement par des filiales de groupes étrangers, à l'exception de Wassoul'Or. L'Etat malien reste actionnaire minoritaire, avec 18 à 20% de part du capital détenu dans les sociétés.

Sur les dix dernières années, la production annuelle moyenne a été de 50,0 tonnes, avec des pics de production en 2002 et 2006, pour des volumes respectifs de 63,7 et 58,0 tonnes. En 2013, l'ensemble des sociétés ont produit et exporté un volume de 46,5 tonnes, après 45,4 tonnes en 2012. Le secteur minier reste l'un des plus attractifs en termes d'investissements directs étrangers avec un montant de 138,7 milliards de FCFA en 2013, après 223,7 milliards de FCFA en 2012.

Les perspectives à moyen et long terme sont bonnes, avec un nombre total de 40 permis et autorisations d'exploitation à fin 2013. Trois nouveaux projets miniers sont à un stade avancé et pourraient commencer la production à partir de 2017. Il s'agit des projets de Hummingbird à Yanfolila, New Gold à Kangaba et Songhoi Ressources à Fékola. Les prévisions de production pour ces trois projets sont de 117,2 tonnes sur leur neuf premières années d'exploitation.

Sur les dix dernières années, les recettes d'exportation de l'or ont constitué entre 60% et 75% des exportations totales du Mali. En effet, de 2002 à 2012, il a été enregistré une appréciation continue du cours du métal jaune, garantissant ainsi un retour sur investissement. Ces cours sont ainsi passés de 310\$ l'once en 2002 à 1.225\$ en 2010 et à 1.669 \$ en 2012, confortant ainsi la balance commerciale qui est ainsi ressortie excédentaire en 2012. L'année 2013 a marqué la rupture avec la tendance haussière, avec un repli de 15,4% des cours.

Toutefois, les exportations d'or ne participent que très faiblement à la consolidation des réserves de change, compte tenu du défaut de rapatriement des recettes (moins de 5% de taux de rapatriement des recettes), maintenues, pour l'essentiel, dans les comptes offshore détenus par les sociétés.

Constituant la branche la plus importante du secteur secondaire de l'économie, la part de l'industrie extractive dans le PIB nominal varie entre 6% et 8% (7,1% en 2013). L'apport du secteur minier sur les finances publiques, en termes de recettes fiscales, a été de 142,6 milliards de FCFA en 2013 (soit 16,9% des recettes budgétaires et 2,6% du PIB). Dans le même temps, le secteur bénéficie d'exonérations fiscales importantes (environ 42,6 milliards en 2013). Ces exonérations (dont une grande part sur les trois à cinq premières années d'exercice des sociétés minières) constituent un manque à gagner substantiel pour le Trésor public.

Les sociétés minières participent, dans une certaine mesure, au développement communautaire de leurs localités d'implantation, à travers la construction d'infrastructures sanitaires, scolaires et routières ainsi que le financement de divers projets agricoles et socio-économiques. En dépit de ces actions, l'impact néfaste de l'exploitation minière sur l'environnement demeure une préoccupation des populations, compte tenu de la toxicité des produits chimiques utilisés et de la dégradation des sites de production avec des mines à ciel ouvert. Les mesures sécuritaires et environnementales prises par les sociétés, pour réduire la contamination des sols et de la nappe phréatique ainsi que pour la remise en état des sites, sont jugées insuffisantes pour protéger l'environnement.

\* A fin 2013, les sociétés industrielles en exploitation sont SOMISY, SOMIKA, MORILA, WASSOUL'OR, SEMOS, YATÉLA, SOMILO, GOUNKOTO et SEMICO.

#### 1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2013, sur la base des données ajustées, a gardé la même structure que celle des années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominent le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources: BCEAO, INSTAT.

En effet, l'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 1.046.690 millions en 2013 (73,7% du total), montant supérieur à celui de l'année précédente qui était de 993.472 millions (64,8%). Le niveau élevé des exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 814.155 millions en 2013 met en évidence cette évolution. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 4,3% du total des exportations vers l'Afrique.

La part des pays de l'UEMOA est également en hausse, avec une valeur de 197.825 millions (13,9% des exportations totales) en 2013, après un montant de 179.793 millions (11,7%) en 2012, marquant ainsi une hausse de 10,0%. Toutefois, ce niveau reste faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 8,2 points, pour un montant de 163.515 millions en 2013 (11,5%), après 302.579 millions (19,7%) en 2012. Ce renversement de situation s'explique en partie par le repli des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 215.093 millions en 2012 à 109.235 millions en 2013. En dehors de la Suisse qui absorbe 67,3% des exportations à destination de l'Europe, les pays de la zone Euro, avec en tête la Belgique et la France, ressortent à 25,4%, contre 21,6% en 2012. Ces exportations sont constituées d'or (Belgique et Italie), de coton, de fruits, de peaux et cuirs.

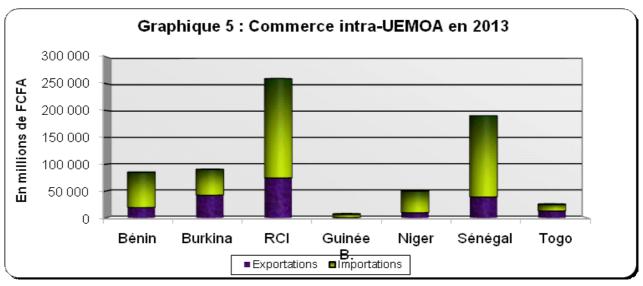
Concernant le continent asiatique, il a devancé le continent européen en 2013, en occupant le deuxième rang de destination des exportations. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 189.915 millions en 2013, soit 13,4% du total, après 15,1% en 2012, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, destinations privilégiées pour le coton-fibre du Mali ainsi que Dubai également prisé pour l'or.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

#### **Exportations intra-UEMOA**

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2012 et 2013, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une diminution de 4,7% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 706.417 millions en 2013 contre 741.031 millions en 2012. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 13,9% (197.825 millions) en 2013 contre 11,7% (179.793 millions) en 2012.

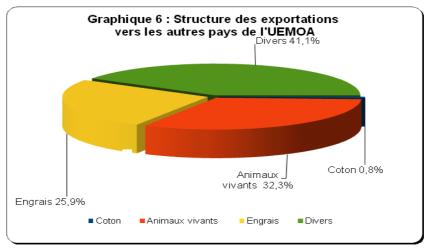
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -310.768 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 38,9% en 2013 (32,0% en 2012) contre 92,0% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (103,9% en 2012). Le graphique qui suit présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2013.



Sources: BCEAO, INSTAT.

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 32,3% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 69,5% et 24,2% des exportations d'animaux vivants du Mali. Les exportations d'engrais vers la zone ont augmenté, en ressortant à 51.017 millions (+3,5%), soit 25,9% des exportations totales vers les pays de l'Union. Le Burkina Faso et le Bénin sont les principaux clients pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2013 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources: BCEAO, INSTAT.

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits en 2013.

#### 1.1.2 Importations de biens<sup>6</sup>

#### 1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2013, les importations, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 6,7%, après la hausse de 11,9% enregistré en 2012. Ainsi, les importations totales CAF se sont établies à 1.888.077 millions, en accroissement de 118.822 millions par rapport à l'année 2012. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2009 et 2013.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

				1	
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	1 145 924	1 639 390	1 581 731	1 769 255	1 888 077
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 145 924	1 639 390	1 581 731	1 769 255	1 888 077
Importations de biens / PIB	27,1	35,2	31,5	33,4	34,9

Sources: BCEAO, INSTAT.

#### 1.1.2 .2 Composition des importations de biens

Du fait du faible potentiel industriel du pays, le Mali importe la plupart des biens de consommation et d'équipement (à l'exception des denrées alimentaires vivrières produites localement). Ainsi, les biens d'équipement (notamment les machines, les véhicules et les matériaux de construction) constituent la part la plus importante des produits importés avec 34,2% du total des importations de 2013, suivis des produits énergétiques (28,1%), des produits alimentaires (15,0%), des produits chimiques et pharmaceutiques (13,6%) et des produits divers (9,1%).

L'accroissement de 67.175 millions (4,6%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés, à l'exception des matériaux de construction qui ont enregistré une réduction de 2,9%, sous l'effet de la production locale de ciment, en début 2013, qui constitue l'un des premiers produits d'importation de matériaux de construction (environ 45%).

Les valeurs à l'importation des machines et véhicules, des produits chimiques et pharmaceutiques ont augmenté respectivement de 6,7% et 7,8%, ressortant ainsi à 339.330 millions et 210.084 millions. Cette évolution est en liaison avec les activités minière et de "bâtiments et travaux publics" qui restent soutenues, avec une consommation importante de produits chimiques dans les mines et l'utilisation de véhicules utilitaires dans les deux branches.

Quant à la facture pétrolière, elle affiche une hausse de 2,7% en valeur, du fait de l'augmentation de 3,9% du volume importé qui n'a pas totalement été compensée par le repli de 1,1% du prix moyen à l'importation. La hausse du volume importé s'explique par la consommation des secteurs minier et de la production d'énergie, constamment en hausse. De même, les importations de produits alimentaires ont augmenté de 10,5%, sous l'impulsion de leur composante céréales, en liaison avec la hausse moyenne de 20,8% de leur prix. Les autres produits alimentaires, notamment le sucre, l'huile et les autres produits transformés ont vu leurs importations augmenter, d'où un total de 231.041 millions d'importations de produits alimentaires (dont 32,9% de céréales) au cours de l'année 2013.

<sup>6</sup> Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

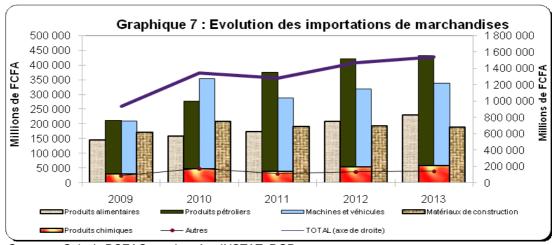
Tableau 10: Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	146 674	158 932	174 802	209 062	231 041
part en %	15,7	11,8	13,6	14,2	15,0
Produits pétroliers	211 432	277 065	375 272	421 774	433 287
part en %	22,6	20,6	29,2	28,6	28,1
Machines et véhicules	208 910	353 036	288 983	317 976	339 330
part en %	22,3	26,2	22,5	21,6	22,0
Matériaux de construction	172 704	208 547	191 175	193 838	188 259
part en %	18,5	15,5	14,9	13,1	12,2
Produits chimiques	106 714	175 866	142 149	194 879	210 084
part en %	11,4	13,1	11,1	13,2	13,6
Autres	89 585	172 325	112 330	137 618	140 321
part en %	9,6	12,8	8,7	9,3	9,1
TOTAL (axe de droite)	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322

Sources :BCEAO, INSTAT.

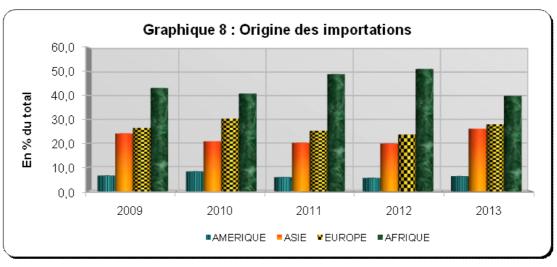
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2009 et 2013.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD.

#### 1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, avec la progression de la part des importations en provenance du continent, au détriment de l'Europe et de l'Amérique. L'Afrique est suivie de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique).



Sources: Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 39,8%, correspondant à un montant de 748.695 millions contre 828.189 millions, soit 46,0% en 2012, marquant ainsi un repli de 6,2 points de pourcentage, du fait de la baisse des importations en provenance des pays de la CEDEAO. L'essentiel de ces importations (79,9%) provient des pays de l'UEMOA qui ont vu leur valeur CAF baisser de 86.092 millions. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 27,9% des importations en 2013 (524.765 millions), soit 2,7 points de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 33,3% en 2013, après 42,2% en 2012. Quant au continent asiatique, sa part a augmenté de 3,5 points de pourcentage en ressortant à 24,0%, pour un montant de 451.884 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde et le Japon, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation. La part du continent américain est de 6,2%, en repli de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

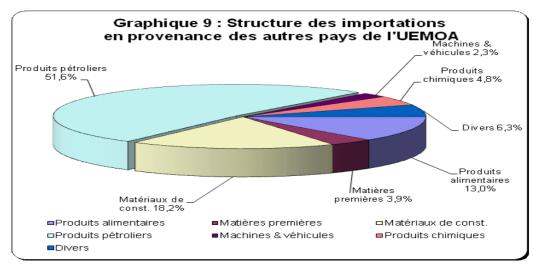
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

#### Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 33,0% (508.593 millions) en 2013 contre 38,0% (561.238 millions) en 2012. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. La part respective de ces deux pays dans les importations totales du Mali est de 9,8% et 12,0% en 2013, après 15,4% et 10,7% en 2012. Le Bénin occupe également une place importante avec 4,3% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (17,0% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (6,0%) et les produits alimentaires (4,3%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 60,6%, en matériaux de construction pour 49,1% et en produits alimentaires pour 28,6%.

Le graphique qui suit présente la structure des importations en 2013 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources: BCEAO, INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2013.

#### 1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 464.556 millions en 2013 par rapport à 2012 en se chiffrant à 854.140 millions. Cette évolution s'explique notamment par les flux débiteurs de services reçus au titre de l'assistance militaire, en l'occurrence les missions Serval et Minusma. En plus, le déficit des services de transports s'est accentué de 4,8% sur la période.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de services	168 000	190 040	193 880	191 953	211 726
Importations de services	391 720	508 940	532 433	581 536	1 065 866
Balance des services	-223 720	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140

Source: BCEAO.

Le déficit de la balance des services relève, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

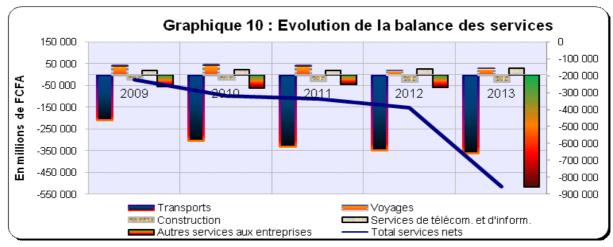
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12: Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Transports	-207 930	-302 950	-330 443	-345 260	-361 950
Dont fret	-168 290	-277 120	-266 190	-305 824	-319 749
Voyages	42 510	46 450	43 100	20 285	29 995
Autres services	-58 300	-62 400	-51 210	-64 609	-522 184
Total services nets	-223 720	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140

Source: BCEAO.



Source: BCEAO

#### 1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établies à 211.726 millions en 2013, après 176.113 millions en 2012 (+20,2%). Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 88.183 millions, en hausse de 21,9% par rapport à leur niveau de 2012, du fait de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux. Cette évolution est consécutive au retour à la situation normale, après une année 2012 caractérisée par la forte baisse des activités de tourisme, suite à la crise socio-politique qu'a connue le pays depuis la fin du premier trimestre 2012.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont redressés de 36,5%, en liaison avec l'augmentation du nombre de visiteurs de l'ensemble des pays de l'Union qui ont enregistré un total de 6.805 visiteurs de plus que l'année 2012. Le Sénégal demeure le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union, avec 38,0% des flux.

Concernant les services de télécommunication reçus, ils ont augmenté de 15,1% en 2013 en ressortant à 85.778 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes.

En revanche, les exportations de services de transport, dont le transport aérien de passagers constitue la principale composante, n'ont pas enregistré de flux notable depuis 2011, avec l'arrêt des activités de la principale compagnie aérienne. Ainsi 674 millions, correspondant à des commissions, ont été reçus en 2013. Enfin, les biens et services reçus par les administrations publiques ont fortement progressé sur la période (62,8%) en s'affichant à 27.811 millions, traduisant l'accroissement

des transactions des organismes publics non résidents et autres missions internationales. Par contre, les services de construction et d'assurance n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

#### 1.2.2 Importation de services

Les importations de services se sont accrues en 2013, en s'établissant à 1.065.866 millions, après 543.338 millions en 2012, montant qui reflète les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires. Ces appuis militaires enregistrés en tant qu'utilisation de services militaires d'autres administrations publiques sont ressortis à 463.741 millions en 2013. Hormis ces transactions exceptionnelles, les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens et de la continentalité du pays. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 319.749 millions en 2013, en hausse de 4,6% par rapport à 2012, en liaison avec l'augmentation du volume importé. Les flux de transport de passagers représentent une proportion de 5,8% (ou 35.083 millions) des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (9,7% en 2013), avec un montant de 58.188 millions, en progression de 11,7% par rapport à 2012. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger.

Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 37.228 millions (64,0% du total des voyages), après 35.804 millions en 2012, marquant ainsi une progression de 4,0%. Le Burkina Faso a été la destination privilégiée des Maliens avec 42,6% des flux de l'Union, suivi du Sénégal (15,4%) et de la Côte d'Ivoire (14,6%).

Les importations de services de télécommunication et d'informatique ont enregistré une hausse de 8.730 millions en 2013 (17,6%) et celles des autres services aux entreprises (notamment les services spécialisés, techniques et miniers) ont affiché une progression de 19.810 millions (52,0%), en liaison avec l'accroissement des services de recherche et développement dans les domaines miniers.

#### 1.3. Compte de revenu primaire

En 2013, le solde du compte du revenu primaire est ressorti déficitaire de 213.687 millions, après un déficit de 234.831 millions l'année précédente, en amélioration 21.144 millions (ou 9,0%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.117 millions, après -1.505 millions en 2012, marquant ainsi une amélioration de 2.622 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation de la masse salariale reçue par les résidents en provenance de structures non-résidentes, subséquente à la présence de missions internationales dans le cadre de l'appui militaire. En effet, les flux créditeurs de rémunération des salariés se sont accrus de 12,1% en 2013. Quant aux flux débiteurs, ils se sont affaissés de 3,5%, en ligne avec la réduction des activités de certains organismes non-résidents.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est réduit en 2013, avec un solde qui est ressorti à 213.447 millions contre 235.131 millions en 2012, marquant ainsi une amélioration de 20.327 millions (ou 8,6%). Cette situation s'explique notamment par la diminution des revenus des investisseurs directs qui constituent 90,1% de ce poste en 2013, avec un montant net de 193.587 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des investisseurs directs (titres de participation), qui se déclinent en dividendes distribués pour 142.639 millions (79,2%) et en bénéfices réinvestis pour 37.424 millions (20,8%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs des secteurs aurifère (76,3%), bancaire et financier (3,8%) et celui

des télécommunications (21,2%), secteurs attrayants de l'économie malienne. Ces revenus ont été moins importants en 2013 qu'en 2012, en ligne avec le ralentissement de l'activité dans le secteur aurifère. Il est à noter que les revenus versés aux investisseurs appartiennent à hauteur de 16,4% aux investisseurs de l'UEMOA, 2,1% à ceux de la Zone euro et 81,5% au reste du monde.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 18.400 millions après 17.900 millions en 2012. Ces paiements d'intérêts sont essentiellement faits en faveur de la Banque Mondiale (17,2%), de la BAD (12,6%), du FMI (6,7%), de la BOAD (4,9%), de l'Inde (8,3%), de l'Arabie Saoudite (6,4%) et de la Chine (4,5%).

Le tableau qui suit retrace l'évolution des revenus primaires entre 2009 et 2013.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunération des salariés	1 060	1 680	-4 265	-1 505	1 117
Revenus des investissements	-217 020	-209 200	-208 302	-235 131	-213 447
Revenus des investissements directs	-202 870	-196 740	-190 094	-225 127	-193 587
Revenus des investissements de portefeuille	-980	-1 730	2 178	7 316	2 280
Revenus des autres investissements	-13 170	-10 730	-20 386	-17 320	-22 140
dont intérêts sur dette publique extérieure	-12 400	-13 021	-17 100	-17 900	-18 400
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	0
Autres revenus primaires			-5 339	1 805	-1 357
TOTAL DES REVENUS	-215 960	-207 520	-212 567	-234 831	-213 687

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

#### 1.4. Compte de revenu secondaire

A fin 2013, l'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une progression fulgurante par rapport à 2012. Cette évolution découle, d'une part, des aides budgétaires importantes reçues dans le cadre du Plan pour la Relance Durable du Mali (PRED) et, d'autre part, de l'assistance militaire reçue dans le cadre des missions de paix et de sécurité. Hors assistance militaire, le solde du compte de revenu s'est accru de 136.326 millions (+33,6%) au cours de l'année 2013.

L'évolution du revenu secondaire entre 2009 et 2013 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

				(	
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	82 340	98 110	81 045	29 003	625 359
dont aide budgétaire	51 900	54 900	55 700	3 750	110 810
Autres secteurs	147 310	168 120	322 725	376 458	380 169
dont envois de fonds des travailleurs (net)	134 360	145 350	313 414	367 390	374 652
fonds reçus (crédit)	200 150	216 650	354 695	405 953	423 445
fonds émis (débit)	65 790	71 300	41 281	38 562	48 793
REVENU SECONDAIRE NET	229 650	266 230	403 770	405 461	1 005 528

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à

625.359 millions, après un niveau de 29.003 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 463.741 millions de ressources mobilisées dans le cadre des missions Serval (France) et Minusma (Nations-Unies) qui ont commencé leurs opérations en 2013. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 161.618 millions dont 110.810 millions au titre de l'aide budgétaire, après 3.750 millions en 2012, année où les partenaires techniques et financiers avaient gelé leurs aides suite à la crise socio-politique qu'avait connue le pays. Cette aide budgétaire provient de l'Union Européenne (71,0%), de la Banque Africaine de Développement (13,5%), de l'Agence Française de Développement (9,3%) et de divers autres bilatéraux pour 6,2%. De même, les autres subventions et reversements reçus par le pays ont également progressé par rapport à leur niveau de 2012, en ressortant à 50.808 millions. Il s'agit notamment d'aides d'organismes internationaux au titre de la coopération internationale.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et ISBLM), les flux nets ont atteint un montant de 380.169 millions en 2013, en hausse de 1,0% par rapport à leur niveau de 2012. Cette évolution découle de la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants, dont les flux nets ont progressé de 2,0%, en ressortant à 374.652 millions. Les flux créditeurs sont ressortis à 423.445 millions, après 405.953 millions pour l'année 2011, soit une hausse de 4,3%, dont environ 40,0% de flux transitant par les canaux informels.

Au niveau des fonds reçus des travailleurs migrants, 28,0% proviennent des autres pays de l'UEMOA, 39,6% des pays de la Zone euro et 32,4% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal qui envoient le plus de fonds avec respectivement 52,4%, 17,3% et 16,2% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, le Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales provenances.

#### II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2013, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 129.334 millions, marquant ainsi un accroissement de 75.950 millions (+142,3%) par rapport à son niveau de 2012. Cette évolution notable est en phase avec l'engagement des partenaires techniques et financiers dans le but de soutenir financièrement le pays dans sa sortie de crise.

Tableau 15: Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

				(-	/
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-360	-440	2	-1 755	-802
Transferts de capital	194 730	125 170	184 331	55 138	130 136
Administrations publiques	156 830	89 830	151 919	15 737	105 310
dont remises de dettes (PPTE)	13 030	11 030	13 619	6 555	25 500
Autres secteurs	37 900	35 340	32 412	39 401	24 826
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	194 370	124 730	184 333	53 383	129 334

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

#### 2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -802 millions, après -1.755 millions en 2012.

#### 2.2 Transferts en capital

Après le gel de l'aide financière en 2012 consécutive à la situation politique qui sévissait dans le pays, les partenaires techniques et financiers du Mali ont recommencé, en 2013, à accorder le financement de projets dans différents secteurs. Ainsi, l'appui budgétaire (hors remise de dettes) s'est établi à 79.810 millions en 2013, après 9.182 millions en 2012, marquant ainsi une hausse de 70.628 millions par rapport à l'année précédente. Ces subventions proviennent du Fonds Africain de Développement (13,8%), des Pays-Bas (13,0%), de l'Allemagne (12,7%), de la Banque Islamique de Développement (12,5%), du Danemark (12,5%), de la Chine (10,6%), de la Corée (9,2%), de la Belgique (6,8%) et de divers partenaires bilatéraux et multilatéraux pour 8,8%. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures, de l'éducation et de la décentralisation. Au titre de la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, un montant de 25.500 millions a été mobilisé, après 6.555 millions en 2012.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 24.826 millions (en repli de 37,0%) a été mobilisé. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des ISBLM.

#### **III. COMPTE FINANCIER**

Le compte financier, qui évalue les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2013, par un montant net de -137.896 millions, après -97.404 millions en 2012. Ce montant correspond à 87.243 millions d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 225.139 millions d'accroissement net des passifs.

**Tableau 16: Compte financier** 

(en millions de FCFA)

					,
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-353 840	-197 370	-260 361	-194 978	-150 681
Investissements de portefeuille	-29 180	-19 000	-18 409	-5 213	-504
Dérivés financiers	50	1 950	0	0	
Autres investissements	-18 930	-210 710	172 784	101 732	13 290
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-401 900	-425 130	-105 986	-98 460	-137 896

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

#### 3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 152.092 millions (203.122 millions en 2012), dont 9.357 millions (6,2%) au titre de l'augmentation des participations, 37.424 millions (24,6%) pour les bénéfices réinvestis et 105.311 millions (69,2%) pour les instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs). Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 77,8% à l'augmentation des investissements directs, le secteur de l'intermédiation financière pour 36,6%, le secteur de la construction pour 17,7% et celui du commerce pour 1,8%. En revanche, les secteurs de la communication et de l'industrie manufacturière ont contribué négativement à l'évolution des investissements (désinvestissements) pour respectivement 23,4% et 5,9%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni (130,7%), l'Australie (5,8%), le Togo (7,2%), la Libye (5,0%) et la France (2,8%). En outre, un désinvestissement a été enregistré en 2013 pour le Canada (-33,9%), l'Afrique du Sud (-22,2%), le Sénégal (-21,2%), le Burkina Faso (-3,8%), le Bénin (-3,0%) et l'Inde (-2,2%).

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume-Uni (50,9%), de l'Australie (46,2%), de la Libye (2,2%) et du Togo (1,3%). Ils sont essentiellement dédiés au secteur minier.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 1.411 millions (8.143 millions en 2012) dont la totalité correspond à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes (962 millions pour les entreprises d'investissement direct et 449 millions pour les entreprises sœurs).

#### 3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -504 millions, après -5.213 millions en 2012. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En 2013, le montant des émissions nettes de remboursements vis-à-vis des non-résidents a été de 1.519 millions, avec 3.100 millions pour les bons du Trésor et -1.581 millions pour les obligations, après

7.482 millions en 2012. A fin 2013, six émissions de bons effectuées par le Trésor (dont une partie a été souscrite par des non-résidents) n'étaient pas échues. Ces émissions, qui ont mobilisé un total de 186.807 millions ont été souscrites par les non-résidents, particulièrement les autres banques de l'Union, à hauteur de 57.967 millions, soit une proportion de 31,0%. Pour les autres secteurs, les transactions sur titres de créance sont ressorties à 420 millions d'acquisitions nettes.

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de -526 millions (-1.803 millions en 2012) et les acquisitions nettes se sont affichées à 70 millions (16 millions en 2012), correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

#### 3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

#### 3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à 13.290 millions, qui se déclinent en accroissement net de créances de 85.344 millions (95.266 millions en 2012), et en augmentation nette des engagements de 72.054 millions (7.522 millions en 2012).

La hausse des créances est imputable au secteur privé, dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises se sont accus de 85.051 millions.

S'agissant du passif des autres secteurs, il a été enregistré au cours de l'année 2013 des remboursements nets de 3.472 millions de prêts et de 2.485 millions des crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration Publique, les engagements nets sont ressortis à 77.800 millions après 4.985 millions en 2012. Ce montant inclut 135.700 millions de tirages (22.885 millions en 2012), 42.900 millions d'amortissement (39.500 millions en 2012) et 15.000 millions de remboursement d'arriérés de la dette. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (30,7%), de la Banque Africaine de Développement (24,1%), de la Chine (16,1%), de la Banque Islamique de Développement (10,5%) et de l'Inde (7,0%). En outre, 18.496 millions de prêts nets ont été mobilisés par les Autorités monétaires auprès du FMI, pour le compte de l'Administration.

#### IV. CAPITAUX MONETAIRES

#### 4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Émission se sont détériorés sur la période, marquant une baisse de 60.559 millions, après celle de 43.825 millions en 2012. En effet, l'évolution des avoirs de la Banque Centrale fait ressortir un repli de 47.393 millions, après la diminution de 36.475 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la baisse de l'ensemble des composantes des avoirs extérieurs, notamment les avoirs en devises qui se sont repliés de 43.187 millions, en dépit de la forte mobilisation de ressources extérieures. Ces derniers ont été utilisés, entre autres, pour la couverture des importations de biens et services et le remboursement des engagements extérieurs.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 13.166 millions (7.350 millions en 2012), en liaison avec la hausse de deux de leurs composantes, à savoir le recours au crédit du FMI et les engagements auprès des banques et institutions étrangères. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 16.324 millions en 2013, avec les facilités accordées dans le cadre du programme

économique et financier appuyé par la Facilité de Crédit Rapide. De même, les engagements auprès des banques et institutions étrangères ont progressé de 1.334 millions au cours de l'année.

Tableau 17 : Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
AVOIRS	220 909	-67 645	40 817	-36 475,20	-47 393
Position de réserve	-5 558	4 091	4 054	-5 780	-1 929
DTS détenus	52 342	3 485	1 255	-1 008	-2 277
Avoirs en devises	173 150	-74 246	35 508	-29 686	-43 187
Autres créances	975	-975			
ENGAGEMENTS	-3 200	14 947	11 661	7 350	13 166
Recours aux crédits du Fonds	1 112	4 253	22 719	2 852	16 324
Banques et institutions étrangères	-6 523	-1 558	-1 467	1 739	1 334
Engagements en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
Autres engagements	2 211	12 252	-9 591	2 758	-4 492
Avoirs extérieurs nets	224 109	-82 592	29 156	-43 825	-60 559

Source: BCEAO.

#### 4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 124.678 millions, après une augmentation de 44.943 millions en 2012, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs.

Outre les augmentations respectives de 25.430 et 43.050 millions des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts et des créances sur l'extérieur, la hausse de 126.471 millions des avoirs extérieurs bruts des autres institutions de dépôt porte également l'empreinte de l'intensification de leurs transactions sur le marché des titres. En effet, les acquisitions nettes de titres de créances ont été de 57.640 millions en 2013, après des niveaux respectifs de 26.980 et 3.913 millions en 2012 et 2011. Au niveau des engagements qui ont augmenté de 1.793 millions, il est noté une hausse de 3.999 millions des titres de créances émis et un repli de 2.857 millions des engagements en monnaie fiduciaire et dépôts.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs	101 816	134 736	-35 454	43 469	126 471
dont banques et correspondants	32 322	39 178	-25 400	41 438	-17 794
Engagements	73 906	72 605	38 315	-1 474	1 793
Court terme	78 685	64 676	50 775	4 527	-22 457
dont banques et correspondants	45 477	-92 482	35 021	14 884	-1 919
Moyen et long termes	-4 785	7 922	-12 439	-6 001	24 250
Avoirs extérieurs nets	27 910	62 131	-73 768	44 943	124 678

Source: BCEAO.

#### 4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital ont été entièrement couverts par les transactions financières. Cela se traduit par une amélioration du solde global de la balance des paiements qui a enregistré un excédent de 64.120 millions à la fin de l'année 2013, après celui de 1.118 millions à fin 2012. Le tableau qui suit retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2009 et 2013.

Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Variation AEN banques de dépôts	27 910	62 131	-73 768	44 943	124 678
Variation AEN Banque centrale	224 109	-82 592	29 156	-43 825	-60 559
SOLDE GLOBAL	252 019	-20 461	-44 612	1 118	64 120

Source : BCEAO.

#### V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

#### 5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2013, la PEG du Mali a affiché un montant de -1.809.218 millions, après -1.773.902 millions en 2012, en détérioration de 35.315 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par le stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.294.396 millions à fin 2013, en hausse de 163.754 millions (ou 14,5%) par rapport à 2012. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au niveau des investissements de portefeuille et des autres investissements, en l'occurrence, la monnaie fiduciaire et les dépôts ainsi que les prêts dont les stocks se sont accrus respectivement de 42,1%, 52,2% et 49,0%. En revanche, le stock des avoirs de réserve s'est déprécié de 7,5% (49.961 millions), en ressortant à 616.557 millions à fin 2013.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 3.103.613 millions à fin 2013, en hausse de 199.069 millions (ou 6,9%) par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'augmentation des engagements au titre des investissements directs et des prêts (12,3% et 5,6% respectivement). Le stock d'engagements au titre des prêts (notamment la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 1.666.237 millions à fin 2013, marquant une hausse de 88.322 millions.

Le ratio de la PEG rapporté au PIB est ressorti à -33,5%, après un niveau de -36,2% un an plus tôt.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

		Début de	(31111111)	Fin de
	Poste	période	Autres flux	période
Α	Stock d'actifs financiers	1 130 642	-2 568	1 294 396
1	Investissements directs	17 124	0	18 535
2	Investissements de portefeuille	138 843	0	197 292
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	308 157	0	462 012
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	211 799	0	322 279
4.3	Prêts	87 796	0	130 846
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	96
4.5	Crédits commerciaux	2 596	0	2 712
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	5 966	0	6 079
5	Avoirs de réserves	666 518	-2 568	616 557
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	56 113	-2 338	53 835
5.3	Position de réserve au FMI	7 235	-230	5 306
5.4	Autres avoirs de réserve	603 170	0	557 416
В	Stocks de passifs financiers	2 904 544	-3 604	3 103 613
1	Investissements directs	941 611	1 411	1 057 690
2	Investissements de portefeuille	122 006	0	127 156
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	1 840 928	-5 015	1 918 768
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	186 497	0	184 974
4.3	Prêts	1 577 915	-2 171	1 666 237
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	3 989	0	1 504
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	4 187	0	558
4.7	Droits de tirage spéciaux	68 339	-2 844	65 495
С	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 773 902	1 036	-1 809 218

Source: BCEAO.

#### 5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières des autres pays du monde, au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 72,6%, contre 26,6% pour les pays de l'Union et 0,8% pour les pays de la zone euro, après 83,6%, 16,0% et 0,4% respectivement en 2012.

De même, pour les engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 83,7%, contre 13,6% pour les pays de l'Union et 2,7% pour les pays de la zone euro, après respectivement 84,1%, 13,3% et 2,7% en 2012.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Α	Stock d'actifs financiers	344 145	10 179	940 072	1 294 396
1	Investissements directs	11 424	1 813	5 297	18 535
2	Investissements de portefeuille	195 146	1 871	275	197 292
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	281 168	6 495	174 350	462 012
5	Avoirs de réserves	-143 593	0	760 150	616 557
5.1	Or monétaire				0
5.2	Droits de tirage spéciaux			53 835	53 835
5.3	Position de réserve au FMI			5 306	5 306
5.4	Autres avoirs de réserve	-143 593		701 009	557 416
В	Stocks de passifs financiers	423 209	82 354	2 598 051	3 103 613
1	Investissements directs	145 722	47 136	864 832	1 057 690
2	Investissements de portefeuille	91 522	22 207	13 427	127 156
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	185 965	13 011	1 719 792	1 918 768
С	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-79 064	-72 175	-1 657 979	-1 809 218

Source: BCEAO.

#### CONCLUSION

Après une année 2012 difficile, marquée par une croissance nulle et une crise politique, institutionnelle et sécuritaire, l'année 2013 s'est caractérisée par une légère reprise de la croissance économique au Mali. Les effets de la crise se sont progressivement estompés, avec le retour des partenaires techniques et financiers pour accompagner le pays dans son Plan pour la Relance Durable.

Dans ce contexte rassurant, le solde commercial, principale composante du compte des transactions courantes, est ressorti déficitaire de 122.797 millions, sous l'effet du repli des cours des principaux produits exportés (l'or et le coton) ainsi que l'augmentation des importations. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé en ressortant à 92,0%. Au niveau des transactions sur les services, le solde s'est ressenti de la progression des flux débiteurs de services, en liaison avec l'assistance militaire reçue. Cette situation est amplifiée par l'alourdissement du fret et l'augmentation des services techniques, de recherche et développement, en liaison avec l'activité minière.

Le compte du revenu primaire s'est bien tenu, sous l'effet de la réduction des flux débiteurs de dividendes versés aux investisseurs étrangers. Il en est de même pour le revenu secondaire dont la progression exceptionnelle s'explique par les transferts courants reçus au titre de l'appui militaire ainsi que l'aide budgétaire de 110.810 millions reçue, traduisant ainsi l'engagement des partenaires techniques et financiers à soutenir le pays. Cette situation est également à l'origine de la hausse de 74.998 millions de l'excédent des transferts de capital. De même, les envois de fonds des travailleurs migrants ont été soutenus, en dépit du ralentissement de la croissance dans les pays développés.

Reflétant le besoin de financement de l'économie, le solde net du compte financier est ressorti à -137.896 millions. Les investissements directs continuent de drainer ce poste, en attirant 150.681 millions courant 2013 dont l'essentiel pour le secteur minier. Il en est de même pour l'Administration publique qui a mobilisé 77.800 millions de prêts nets.

L'incidence des transactions économiques et financières a été globalement positive sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire qui ont augmenté de 64.120 millions, et négative sur la position extérieure globale Nette du Mali qui s'est dégradée de 35.315 millions.

## **ANNEXES**

### Sommaire des annexes

Annexe 1:	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	38
Annexe 2:	Ajustements des données monétaires	45
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	45
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	45
Annexe 3:	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	46
Tableau A3:	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	46
Tableau A4:	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	46
Tableau A5:	Répartition géographique des exportations du Mali	47
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	48
Tableau A7 :	Exportations communautaires	49
Tableau A8 :	Importations communautaires	49
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	49
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	50
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	50
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	50
Tableau A13:	Balance des paiements du Mali de 2009 à 2013	
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2009 à 2013 (Optique BCEAO)	
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2009 à 2013	

#### **Annexes**

#### Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

#### 1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

#### 2. Concepts fondamentaux

**Territoire économique :** le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

**Résidence :** la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6ème édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

**Transactions**: les transactions enregistrées dans la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

**Réévaluations :** pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

*Unité institutionnelle* : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

*Investisseur direct :* Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

**Entreprise d'investissement direct**: Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

**Entités associées :** Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

**Filiales :** Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

**Succursales :** Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

**Entreprises sœurs :** Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

**Entreprises affiliées**: Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

#### 3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

#### 4. Pratiques d'établissement des données

#### 4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

**Réexportation de marchandises** : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

**Négoce international**: achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant que qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

*Frais de mission et de formation à l'extérieur* : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Ne pas inclure le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

**Travaux de construction**: ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction

dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers: ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications: ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique: cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

**Service d'information**: cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données

et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

**Services de recherche-développement** : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

**Autres services aux entreprises**: ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

**Services spécialisés et services de conseil en gestion** : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits produits pétroliers, etc.).

**Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs**: ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

**Dividendes reçus/versés sur les titres de participations** : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

**Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis** : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

*Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées* : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus: ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

#### 4.2 Compte financier

**Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct** : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

*Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)* : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

**Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs** : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

**Titres de participation détenus par les investisseurs directs** : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

*Titres de participation détenus par les entreprises sœurs* : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

**Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées :** détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

**Titres de participations (< 10 %)**: prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

**Titres de créance** : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

*Instruments financiers dérivés :* ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

**Autres titres de participations** : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

**Autres prêts** : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

**Crédits commerciaux** : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

#### 5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de

rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

#### 6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

#### Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

## TABLEAU A1: RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2009	2010	2011	2012	2013	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	729 358	661 713	704 118	666 518	619 125	-47 393
Ajustements/Autres flux			-1 588	-463	-463	0,0
Total avoirs en balance des paiements	729 358	661 713	702 530	666 055	618 662	-47 393
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	90 390	109 524	119 176	124 429	137 595	13 166
dont Allocation DTS	63 790	67 977	69 553	68 339	65 495	-2 844
Ajustements/Autres flux			3 584	4 468	1 624	-2 844
Total engagements en balance des paiements	26 600	41 547	53 208	60 557	73 723	13 166
AVOIRS EXTERIEURS NETS	702 758	620 166	649 322	605 498	544 939	-60 559

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

#### Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

	2009	2010	2011	2012	2013	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	288 109	426 377	391 268	432 946	556 148	123 202
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-14 896	-16 603	-18 450	-15 981	-7 458	8 523
Débiteurs divers	217	653	300	339	334	-5
Divers-comptes d'ordre	0	0	1	0	0	0
Billets externes UMOA	13 524	11 263	13 117	12 401	7 152	-5 249
Ajustements						0
Total avoirs en balance des paiements	286 954	421 690	386 236	429 705	556 176	126 471,3
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	184 080	252 550	282 287	278 299	279 409	1 110
Comptes exigibles après encaissement	-14 731	-16 553	-18 657	-15 149	-9 579	5 570
Dépôts des Maliens de l'extérieur	127 791	145 899	144 360	143 275	137 299	-5 976
Versement à effectuer sur titres de placement	0	1 040	0		0	0
Créditeurs divers	21	345	106	197	1 286	1 089
Divers-comptes d'ordre	1	0	0		0	0
Ajustements		-13 500				0
Total engagements en balance des paiements	297 162	369 781	408 096	406 622	408 415	1 793
AVOIRS EXTERIEURS NETS	-10 208	51 909	-21 860	23 083	147 761	124 678

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2009	2010	2011	2012	2013
Coton	68 823	84 370	89 460	197 508	177 957
Pierres et métaux précieux	668 528	782 273	798 701	880 409	928 872
Animaux vivants	41 245	35 079	46 247	58 749	64 371
Autres	62 712	87 436	197 777	201 095	200 427
Total statistiques du commerce extérieur	841 308	989 158	1 132 185	1 337 761	1 371 625
Ajustements de champ (non contrôlé)	28 228	46 060	12 527	35 598	32 244
Ajustements de valeur	-32 716	-18 618	-17 057	158 801	15 655
EXPORTATIONS AJUSTEES	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525

Sources: BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	181 892	197 098	217 358	242 730	281 758
Produits pétroliers	256 693	334 460	463 551	507 739	528 398
Produits chimiques	152 518	251 732	173 993	232 262	256 200
Machines et véhicules	261 034	437 570	354 325	395 776	413 817
Matériaux de construction	207 183	250 881	234 087	229 331	229 584
Autres	114 747	221 204	138 419	161 417	178 321
Total statistiques du commerce extérieur	1 174 067	1 692 945	1 581 731	1 769 255	1 888 077
Ajustements de champ (informel)	15 288	12 512	59 772	78 699	77 038
Ajustements de champ (autres)	-45 563	-74 222	-73 807	-48 995	-84 235
Imports de marchandises gles ajustées CAF	1 143 792	1 631 235	1 567 697	1 798 959	1 880 880
Fret	-194 445	-277 310	-266 508	-305 823	-319 750
Assurance sur marchandises	-13 327	-8 155	-16 476	-17 990	-18 809
IMPORTATIONS FOB	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322

Sources: BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES		2008			2009			2010			2011			2012			2013	
GEOGRAPHIQUES	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	44 684	44 601	5,2	27 709	112 477	13,4	46 868	209 223	21,2	125 733	190 428	16,8	152 428	302 579	19,7	119 016	163 515	11,5
Union Européenne	43 351	22 375	2,6	26 006	49 845	5,9	41 832	87 915	8,9	46 446	38 553	3,4	86 105	67 008	4,4	73 500	43 671	3,1
ZONE EURO	31 749	21 192	2,5	24 915	49 347	5,9	41 258	79 885	8,1	44 680	30 037	2,7	84 012	65 229	4,3	61 140	41 572	2,9
France	12 128	10 887	1,3	7 770	40 424	4,8	10 162	11 249	1,1	10 600	16 406	1,4	40 781	32 104	2,1	13 157	8 770	0,6
Allemagne	13 943	3 494	0,4	12 164	3 226	0,4	19 750	1 941	0,2	25 640	1 676	0,1	29 770	4 924	0,3	35 710	6 243	0,4
Italie	1 752	2 297	0,3	1 235	2 304	0,3	5 350	59 479	6,0	2 440	2 962	0,3	3 629	7 713	0,5	4 445	7 044	0,5
Pays-Bas	1 812	730	0,1	1 406	829	0,1	1 500	952	0,1	2 514	1 249	0,1	1 448	768	0,1	2 882	1 510	0,1
Belgique	990	2 860	0,3	654	1 696	0,2	1 721	3 488	0.4	1 441	6 210	0.5	2 400	3 355	0.2	1 540	10 300	0,7
Autres pays européens		4 396	0,5	1 091	498	0,1	573	8 030	0,8	2 045	1 534	0,1	5 983	16 364	1,1	3 405	2 705	0,2
Royaume-Uni	209	571	0,1	128	223	0,0	99	7 729	0,8	1 042	8 516	0,8	437	734	0,0	411	647	0,0
Autres pays d'Europe	1 332	22 226	2,6	1 703	62 632	7,4	5 037	121 308	12,3	79 287	151 875	13,4	66 323	235 571	15,4	45 516	119 844	8,4
Dont Suisse	790	22 120	2,6	1 220	62 461	7,4	951	119 706	12,1	931	131 838	11,6	1 945	216 285	14,1	1 368	109 997	7,7
Russie	2	14	0,0	479	159	0,0	0	0	0,0	52 096	13 699	1,2	37 188	11 117	0,7	42 348	8 693	0,6
AFRIQUE		745 585	86,5			,	251 905	667 377		508 960	827 058	,	400 125	993 472	64,8		1 046 690	73,7
CEDEAO		113 052	13,1	219 087	90 322	10,7	241 202	95 096	- , -	461 631	172 900	,	376 379	190 757	, -	422 145	213 772	15,1
UEMOA	230 170	106 393	12,3	180 309	84 664	10,1	225 461	90 064	-,.	392 011	158 017		345 140	179 793	11,7	360 541	197 825	13,9
Bénin	10 952	6 570	0,8	6 310	3 168	0,4	5 195	2 682	0,3	14 454	8 126	0,7	1 712	11 463	0,7	45 033	19 250	1,4
Burkina	27 431	8 298	1,0	40 623	14 996	1,8	55 267	21 376	2,2	124 791	47 604	4,2	128 512	47 279	3,1	127 247	42 299	3,0
Côte d'Ivoire Guinée Bissau	59 118 37	22 084	2,6 0,0	42 986 30	16 347	1,9 0.0	60 856	19 761 3	2,0 0.0	90 524 21	42 402 7	3,7 0.0	107 441 5	62 654 651	4,1 0.0	84 992 6	74 435 372	5,2 0,0
	3 750	2 254	0,0	5 553	15 1 339	0,0	9 530	1 736	0,0	2 721	2 268	0,0	3 646	8 948	0,0	1 646	9 668	0,0
Niger Sénégal	102 037	58 915	6.8	79 091	47 989	5.7	84 853	43 503	4.4	133 266	54 389	4.8	95 151	34 981	2.3	87 632	38 910	2,7
Togo	26 846	8 272	1,0	5 716	811	0,1	9 755	1 003	0.1	26 233	3 221	0.3	8 674	13 817	0.9	13 984	12 890	0,9
Autres pays de la CEDE		6 659	0.8	38 778	5 658	0.7	15 741	5 032	0,5	69 621	14 882	1,3	31 239	10 964	0,7	61 605	15 948	1,1
Cap vert	0	0	0,0	0	1	0,0	0	0	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0	0	0,0
Gambie	109	10	0,0	7	3	0,0	2	2	0,0	163	38	0,0	126	35	0,0	3 245	125	0,0
Ghana	6 101	699	0,1	6 742	843	0,1	6 561	681	0,1	20 798	2 219	0,2	13 734	1 815	0,1	33 087	2 528	0,2
Guinée Conakry	6 074	5 297	0,6	5 301	3 224	0,4	6 362	2 794	0,3	41 095	10 325	0,9	13 572	7 010	0,5	21 818	11 975	0,8
Libéria	16	29	0,0	91	79	0,0	25	29	0,0	3 305	557	0,0	15	1	0,0	0	0	0,0
Nigéria	433	259	0,0	1 426	760	0,1	1 043	537	0,1	1 699	715	0,1	1 738	1 226	0,1	1 668	258	0,0
Sierra Leone	1 257	365	0,0	25 210	749	0,1	1 749	989	0,1	2 560	1 028	0,1	2 054	877	0,1	1 786	1 062	0,1
Autres pays d'Afrique	10 573	632 533	73,4		581 478	69,1	10 703	572 281	57,9	47 328	654 159	57,8	23 746	802 715	52,4	41 982	832 918	58,7
Algérie	874	1 078	0,1	1 475	1 216	0,1	1 974	1 543	0,2	5 783	6 172	0,5	1 232	949	0,1	344	329	0,0
Maroc	3 814	2 611	0,3	3 921	2 743	0,3	1 289	950	0,1	35 505	7 127	0,6	15 121	4 721	0,3	28 552	9 204	0,6
Tunisie	1 577	1 062	0,1	435		41,4	227	359 908	36,4	696	325	0,0	1 715	1 160	0,1	1 830	1 176	0,1
Caméroun	9 20	11 24	0,0 0.0	713 0	26 0	0,0 0,0	324	7 27	0,0 0.0	92 9	5 41	0,0 0.0	22 2	28 29	0,0 0.0	6 6	28 57	0,0 0,0
Kenya Afrique du Sud	451	624 734	72,5	·	573 085	68,1	332	564 465	57,1	655	637 020	56,3	888	791 375	51,7	1 175	804 007	56.6
AMERIQUE	3 349	8 677	1,0	1 181	2 651	0.3	1 263	32 386	3,3	1 508	4 820	0.4	1 778	5 036	0,3	12 811	13 231	0,9
Canada	257	912	0,1	253	762	0,3	158	724	0,1	217	2 130	0.2	229	668	0.0	257	561	0,0
Etats-Unis	2 801	7 205	0,8	765		0,2	823		3,2	964	2 528	0,2	1 352	4 067	0,3	9 385	9 675	l _′_
Autres pays d'Amérique		560	0,1	164		0,0		390	0,0	327	162	0,0		301	0,0		2 995	
ASIE	85 828	57 907	6,7	73 627	52 945	6,3	106 288	79 934	8,1	216 498	109 801	9,7	277 856	230 655	15,1	379 419	189 915	
Chine	25 496	15 947	1,8	20 093		1,8	33 289	20 260	2,0	102 160	40 935	3,6	169 969	111 129	7,3	73 022	58 097	4,1
Hong-Kong	70	16	0,0	155	42	0,0	301	36	0,0	230	270	0,0	393	7 082	0,5	2 259	2 339	0,2
Inde	6 769	4 449	0,5	4 385	1 572	0,2	1 987	467	0,0	41 730	2 726	0,2	37 553	10 635	0,7	199 901	29 699	
Japon	3 720	3 077	0,4	410		0,1	235	858	0,1	292	927	0,1	1 921	4 038	0,3	336	1 227	0,1
Taïwan	1 185	853	0,1	602		0,1	3 676	2 785	0,3	1 686	1 371	0,1	602	942	0,1	2 546	1 963	· '
Thaïlande	17 917	12 220	1,4	10 102		0,8	6 142	4 610	0,5	9 353	7 446	0,7	2 792	3 570	0,2	9 405	7 874	· ′
Emirates arabes unis	56	113	0,0	578	624	0,1	1 546	9 527	1,0	1 080	16 810	1,5	40	16 395	1,1	0	0	-,-
Autres pays d'Asie	30 742	21 361	2,5				60 959	50 953	5,2		39 585	3,5		83 947	5,5		89 116	,
OCEANIE	7 760	5 325	0,6		1 436		43	237	0,0	24	78 70	0,0	479	417	0,0	97	6 173	′
Dont: Australie-Nouvelle		0	0,0	92		0,2	43	237	0,0	24	78	0,0	479	417	0,0	97	6 173	,
TOTAL GENERAL	396 353	862 095	100,0	332 093	841 308	100,0	406 368	989 158	100,0	852 723	1 132 185	100,0	832 666	1 532 160	100,0	9/54/1	1 419 525	100,0

# TABLEAU A6: Répartition géographique des importations Librarde les importations de biens par pays (Volume a toures, Volume a tillions ECFA)

		2008			2009			2010			2011			2012		2013		
ZONES GEOGRAPHIQUES	Volume	Valeur	Val.	Volume	Valeur	Val.	Volume	Valeur	Val.	Volume	Valeur	Val.	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val.
EUROPE	1 376 806	444 380	% 29,8	496 742	309 842	% 26,4	571 500	512 646	30,3	644 124	398 586	% 25,2	674 247	452 544	25,16	859 574	524 765	% 27,9
	1 175 501	365 176	24,5	289 679	258 259	22,0	366 166	456 818	27,0	373 176	322 419	20,4	423 431	370 877	20,62	532 690	391 923	20,8
Union Européenne ZONE EURO	1 061 658	334 885	22,5	281 003	244 296	20,8	356 122	434 450	25,7	357 050	305 148	19,3	409 563	348 835	19,39	519 619	358 757	19,1
France	957 093	207 107	13,9	129 121	133 561	11,4	231 772	256 796	15,2	218 519	162 600	10,3	232 454	191 190	10,63	253 586	175 232	9,3
Allemagne	23 340	36 256	2,4	31 053	32 309	2,8		49 666	2,9		54 906	3,5	41 336	38 113	2,12	94 685	57 233	3,0
Italie	27 057	16 444	1,1	23 400	11 934	1,0	17 399	20 136	1,2		14 202	0,9	43 059	20 789	1,16		18 358	1,0
Pays-Bas	17 595	10 341	0,7	23 180	19 935	1,7	20 556	50 627	3,0		11 707	0,7	26 597	23 006	1,28		38 854	2,1
Belgique	23 462	38 527	2,6	42 707	25 880	2,2	15 779	27 208	1,6		22 930	1,4	17 121	24 695	1,37	17 936	21 264	1,1
Autres pays européens de l'UE		81 031	5,4	8 676	13 963	1,2	10 045	22 368	1,3		38 803	2,5	48 997	51 042	2,84	84 204	47 815	
Royaume-Uni	79 989	13 997	0,1	2 172	5 752	0,5	1 697	8 753	0,5		4 684	0,3	1 808	6 142	0,34	2 162	8 700	0,5
Autres pays d'Europe	201 305	79 204	5,3	207 064	51 583	4,4	205 333	55 828	3,3		76 167	4,8	250 816	81 667	4,54	326 884	80 861	4,3
Dont Suisse	8 707	19 088	1,3	5 050	4 693	0.4	8 263	4 544	0,3		1 124	0,1	724	1 952	0.11	31 529	5 324	0,3
Russie	137 523	33 739	2,3	141 568	29 647	2,5	69 038	16 460	1,0		26 146	1,7	143 081	31 954	1,78		35 557	1,9
AFRIQUE	2 133 031	599 630	40.3	2 395 143	505 442	43,1	2 621 195	689 179	40,7	3 020 495	772 137	48.8	3 105 596	828 189	46,04		748 695	
CEDEAO	2 047 354	497 054	33,4	2 319 463	428 641	36,5	2 487 286	523 623	30,9	2 821 878	660 671	41,8	3 018 044	747 864	41,57	3 227 207	634 565	33,7
UEMOA	1 955 673	467 212	31,4	2 237 990	401 977	34,2	2 429 197	496 203	,	2 713 074	604 843	38,2	2 889 424	684 436	38,05		598 344	31,8
Bénin	131 992	33 269	2,2	175 141	63 820	5,4	287 501	113 037	6,7	222 875	119 836	7,6	151 429	91 558	5,09	153 956	77 285	4,1
Burkina	5 980	2 370	0,2	13 977	2 248	0,2	20 433	3 313	0,2		2 488	0,2	45 518	36 972	2,06		56 349	3,0
Côte d'Ivoire	640 879	154 689	10.4	656 316	143 033	12,2	423 596	113 000	6,7		127 404	8,1	441 678	192 807	10,72	669 927	217 583	11,6
Guinée Bissau	0.00.0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0		0	0,0	0	8 583	0,48		7 383	0,4
Niger	128	79	0,0	100	48	0,0	358	205	0.0		21	0.0	93 424	55 489	3.08		47 516	
Sénégal	1 039 944	256 691	17,2	1 266 376	162 307	13,8	1 624 437	239 628	14.2		338 226	21,4	2 138 353	277 743	15,44		178 028	9,5
Togo	136 750	20 114	1,4	126 081	30 521	2,6	72 872	27 019	1,6		16 866	1,1	19 021	21 285	1,18		14 200	0,8
Autres pays de la CEDEAO	91 681	29 842	2,0	81 474	26 664	2,3	58 089	27 421	1,6		55 828	3,5	128 620	63 428	3,53		36 221	1,9
Cap vert	0.001	0	0,0	0	0	0,0	2	5	0,0		0	0,0	0	0	0.00		0 22 0	0,0
Gambie	600	246	0,0	565	248	0,0	510	400	0,0		857	0,1	17 364	5 412	0,30	1	2 057	0,1
Ghana	77 928	24 819	1,7	64 848	21 650	1,8	48 257	21 433	1,3		50 703	3,2	93 513	51 189	2,85		30 308	
Guinée Conakry	11 309	3 584	0,2	11 045	2 837	0,2	7 257	1 884	0,1	6 800	1 520	0,1	16 226	5 550	0,31	6 495	1 926	0,1
Libéria	0	0	0,0	1	3	0,0	0	3	0,0	0	0	0,0	0	0	0,00	1	7	0,0
Nigéria	1 844	1 190	0,1	4 975	1 917	0,2	2 042	3 681	0,2	2 584	2 745	0,2	1 494	1 262	0,07	2 364	1 920	0,1
Sierra Leone	0	2	0,0	40	10	0,0	20	14	0,0	0	3	0,0	24	14	0,00	1	3	0,0
Autres pays d'Afrique	85 677	102 576	6,9	75 679	76 801	6,5	133 910	165 556	9,8	198 617	111 466	7,0	87 552	80 324	4,47	214 059	114 130	6,1
Algérie	6 584	2 245	0,2	10 381	2 428	0,2	5 853	742	0,0		73 634	4,7	7 194	943	0,05		979	0,1
Maroc	3 884	8 942	0,6	4 043	3 029	0,3	47 562	13 656	0,8		900	0,1	30 649	12 089	0,67	90 041	28 438	1,5
Tunisie	21 256	3 963	0,3	22 523	4 244	0,4	27 491	4 384	0,3		110	0,0	13 159	2 808	0,16		4 260	0,2
Caméroun	651	277	0,0	822	427	0,0	253	254	0,0		107	0,0	363	208	0,01	594	320	0,0
Kenya	143	71	0,0	75	88	0,0	106	795	0,0		18 240	1,2	112	74	0,00		68	0,0
Afrique du Sud	25 700	67 413	4,5	29 572	62 259	5,3	23 806	133 874	7,9		6 057	0,4	15 919	54 334	3,02	61 456	69 305	3,7
AMERIQUE	173 014	138 239	9,3	249 090	75 643	6,4	253 783	139 028	8,2	284 220	91 472	5,8	242 863	119 690	6,65		116 878	6,2
Canada	4 308	8 812	0,6	2 309	6 034	0,5	1 728	11 097	0,7	2 570	9 262	0,6	2 981	12 023	0,67	2 707	9 452	0,5
Etats-Unis	21 880	98 703	6,6	39 484	35 188	3,0	28 673	94 105	5,6		39 228	2,5	20 582	48 639	2,70		54 352	2,9
Autres pays d'Amérique	146 827	30 723	2,1	207 298	34 421	2,9	223 382	33 825	2,0		42 982	2,7	219 300	59 028	3,28	254 332	53 075	2,8
ASIE	549 240	295 919	19,9	747 600	262 542	22,4	465 508	325 741	19,2	523 851	293 498	18,6	673 552	369 254	20,53	699 362	451 884	24,0
Chine	300 324	154 974	10,4	264 590	122 904	10,5	188 275	210 193	12,4	211 196	170 040	10,8	198 888	211 959	11,78	309 773	226 358	12,0
Hong-Kong	3 432	2 439		4 261	2 698	0,2	1 207	1 199	0,1	988	531	0,0	1 529	1 223	0,07	1 344	1 592	
Inde	61 101	29 465		58 560	42 481	3,6		27 188	1,6	1	32 467	2,1	178 584	46 897	2,61	125 458	57 108	
Japon	26 627	40 987	2,8	13 190	34 962	3,0		33 915			28 379	1,8	10 804	20 963	1,17		35 991	
Taïwan	909	1 087		880	533			249	0,0			0,0	211	980			367	
Thaïlande	70 604	17 611	1,2	67 102	9 339	0,8		7 366	0,4			0,5	62 869	8 095			8 811	
Emirates arabes unis	17 090	17 854	1,2	25 681	11 881	1,0		20 013	1,2		14 320	0,9	16 461	9 066			0	.,.
Autres pays d'Asie	89 675	51 797	3,5	343 278	52 323	4,5	157 940	46 830	2,8		39 911	2,5	205 736	71 293	3,96		69 676	
OCEANIE	7 339	10 622	0,7	14 485	20 598	1,8		26 351	1,6		26 038		6 948		1,63		38 657	
Dont: Australie-Nouvelle Zélande		8 045	0,5	14 462	20 533	1,7	7 251	26 347	1,6		26 034	1,6	6 701	29 247	1,63		38 643	
TOTAL GENERAL	4 239 430	1 488 790	100	3 903 060	1 174 067	100	3 919 237	1 692 945	100	4 478 917	1 581 731	100	4 703 206	1 798 959	100	5 322 879	1 880 880	100

**TABLEAU A7: Exportations communautaires** 

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,8
Coton	% Exports totales Millions FCFA	0,0 0	0,0 0	0,0 0	0,0 0	0,0 0	0,1 1 424	0,0 76	-
Or	% Exports Or % Exports totales Millions FCFA						0,0 0,0 0		0,0 0,0 0
	% Exports Animaux % Exports totales Millions FCFA	1,3 0,1 815	0,1	69,5 3,2 44 723		1,8 0,1 1 167	24,2 1,1 15 573	0,0 0,0 0	99,0 4,5 63 744
Engrais	% Exports Engrais % Exports totales Millions FCFA	18,3 1,0 14 178	42,4 2,3	1,3 0,1	0,0	0,0 0,0 0	4,0	0,0 0,0	66,0
Divers	% Exports totales Millions FCFA	0,3 4 258				0,6 8 501	1,3 18 825	-	,
Total	% Exports totales Millions FCFA	1,4 19 250	2,9 41 702	5,2 74 435		0,7 9 668	2,7 38 910	0,9 12 890	13,9 197 227

Sources : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A8: Importations communautaires** 

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Imports Prod. Alim.	0,0	1,7	16,0	0,5	0,0	9,7	0,6	28,6
Produits alimenta	% Imports totales	0,0	0,3	2,4	0,1	0,0	1,4	0,1	4,3
	Millions FCFA	46	4 041	37 047	1 130	15		1 397	65 996
	% Imports Pétrole	15,0	8,4	19,6		9,3		0,1	60,6
Produits pétrolier	% Imports totales	4,2	2,4	5,5		2,6		0,0	
	Millions FCFA	65 136	36 550			40 365		444	262 482
	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,3	7,9	0,0	0,0	40,6	0,3	49,1
Matériaux de	% Imports totales	0,0	0,0	1,0		0,0	5,0	0,0	6,0
const.	Millions FCFA	36	502	14 802		1	76 509	603	92 453
Matières premièr	% Imports totales	0,0	0,1	0,9	0,0	0,0	0,2	0,1	1,3
	Millions FCFA	6	931	13 760	515	2	3 472	1 088	19 774
	% Imports Mach&véhic	0,0	0,3	2,7	0,1	0,0	0,1	0,1	3,5
Machines & véhic	% Imports totales	0,0	0,1	0,6		0,0	0,0	0,0	0,8
	Millions FCFA	1	1 097	9 293	463	5	477	507	11 842
	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,1	6,9	0,0	0,0	4,2	0,2	11,5
Produits chimiqu	% Imports totales	0,0	0,0	0,9		0,0	0,6	0,0	1,6
	Millions FCFA	4	303	14 569		0	8 915	430	24 220
Divers	% Imports totales	0,0	0,3	0,7		0,0	0,3	0,5	2,1
	Millions FCFA	464	4 473	10 410	4 168	0	4 708	7 602	31 826
Total	% Imports totales	4,3	3,1	12,0		2,6		0,8	33,0
	Millions FCFA	65 692	47 897	184 946	6 276	40 388	151 324	12 070	508 593

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires

						Importateu	rs			
(en mil	llions de FCFA)	Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 907,4	70 053,6	215 365,7
	Burkina	2 993,2		21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	97 041,8
	Cote d'Ivoire	38 329,2	329 435,1		221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	740 421,3
sun	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2		6 275,7	0,0	3 653,3	6 318,8	19 146,0
Exportateurs	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2		9 667,8	38 910,0	12 890,5	197 824,6
iodx	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3		801,1	8 115,1	124 349,0
ш	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	151 324,2	8 308,2		20 244,5	322 443,8
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8		359 876,2
	UEMOA	245 053,7	559 773,5	189 207,1	47 639,1	508 592,6	177 523,9	144 536,2	204 142,3	2 076 468,4

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

	2 0	12	2 (	)13
Produits	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	1 065 624	49	964 491	51
Coton	190 994	156 107	176 816	187 603
Engrais	82 042	268 288	77 291	263 880
Animaux vivants	58 749	63 893	64 371	47 869
Combustibles minéraux	8 342	15 700	24 723	43 507
Réacteurs nucléaires, chaudières	25 019	9 552	16 594	4 803
Fruits comestibles	8 662	45 637	16 472	57 074
Peaux et cuirs	9 977	7 661	9 862	5 990
Minerais de fer	7 133	139 801	9 304	187 337
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	16 632	5 331	6 707	4 893
Laits	1 883	871	4 021	2 786
Machines, appareils et matériels	2 605	1 110	3 848	1 370
Graines et fruits oléagineux	3 776	13 163	3 657	42 415
Fonte, fer et acier	3 504	39 768	3 524	33 605
Matières plastiques et ouvrages	2 601	3 712	2 363	4 284
Boissons	2 622	7 096	1 951	6 284
Céréales	411	2 517	104	798

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays									
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		5 013,5	2 059,6	120,5	960,3	1 664,0	3 120,4	7 643,0	20 581,3	
	Burkina	9 978,3		1 871,0	0,6	2 206,3	3 209,7	3 404,0	9 072,6	29 742,5	
	cote d'Ivoire	14 311,2	17 290,0		190,0	5 261,8	463,9	4 970,0	8 229,2	50 716,1	
	Guinée-Bissau	14,0	117,5	108,7		595,2	0,0	2 334,5	0,0	3 169,9	
	Mali	3 669,8	15 855,6	5 388,1	306,5		3 809,1	5 744,3	2 454,8	37 228,2	
	Niger	2 729,8	3 882,6	2 074,0	267,0	904,7		4 255,0	1 857,8	15 970,9	
	Sénégal	2 085,6	3 899,9	1 738,0	1 158,7	6 698,3	1 738,0		695,2	18 013,7	
	Togo	15 316,6	4 840,5	1 625,1	81,6	1 000,0	732,4	4 538,7		28 134,9	
	UEMOA	48 105,3	50 899,6	14 864,5	2 124,9	17 626,6	11 617,1	28 366,9	29 952,6	203 557,5	

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intracommunautaires

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays									
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 700,9	3 854,3	34,6	4 067,0	1 966,7	4 291,4	3 639,3	19 554,2	
	Burkina	2 412,8		9 735,9	90,8	20 531,9	1 380,0	8 807,0	3 582,3	46 540,7	
	Cote d'Ivoire	5 196,5	12 448,4		265,0	62 170,6	5 493,8	18 514,8	7 222,7	111 311,8	
	Guinée-Bissau	199,7	12,2	41,1		1 160,4	388,4	4 299,0	219,9	6 320,7	
	Mali	1 490,9	3 842,8	7 778,1	189,5		2 018,7	10 083,4	5 320,9	30 724,3	
	Niger	1 735,3	1 076,6	1 924,6	62,2	9 318,7		4 214,7	3 524,7	21 856,8	
	Sénégal	1 397,7	3 846,5	5 775,3	2 728,1	19 289,7	6 566,3		2 307,3	41 910,9	
	Togo	1 533,1	2 219,3	3 836,7	29,8	2 198,8	903,9	4 245,8		14 967,4	
ļ	UEMOA	13 966,0	25 146,7	32 946,0	3 400,0	118 737,1	18 717,8	54 456,1	25 817,1	293 186,8	

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A13 : Balance des paiements du Mali en termes de transaction de 2009 à 2013

TABLEAU A14 : Balance des paiements du Mali en termes de transaction de 2009 à 2013 (optique

TABLEAU A15 : Position extérieure globale du Mali de 2009 à 2013



